

DES QUARTIERS ET CITES AUX VILLES-USINES DANS LES MINES ET LA SIDERURGIE DU DENDISIS AUX XIX° ET XX° SIECLES

Odette Hardy-Hémery

Plusieurs niveaux se rencontrent dans l'habitat ici créé par les entreprises minières et métallurgiques. Les quartiers et cités en sont un premier échelon, souvent accompagné d'un discours social ; discours à confronter à la pratique : comment mériter les avantages que représentent les habitats ouvriers ? La conception que se font les employeurs de cet habitat évolue : selon quels critères ? Un autre type d'habitat plus élaboré est la ville-usine : à proximité de l'établissement industriel, elle est incluse spécialement dans la ville d'origine tout en formant une entité à part. Quelles sont les formes de médiation et d'opposition entre ces deux structures ?

Quartiers, cités et politique sociale

1 Les villages "ouvriers" de par leur recrutement

L'on n'oubliera pas les nombreux villages ouvriers où les entreprises n'ont pas besoin de développer d'habitat spécifique. Il faut avoir présent à l'esprit le dynamisme industriel du bassin. La sidérurgie parvient à une production de masse après l'adoption du procédé Thomas en 1872. Dans les années 1880, l'arrivée des grands de la construction provoque la restructuration de l'industrie. Dans les deux décennies précédant 1914, l'on assiste à une brutale accélération de la croissance et à la régénération d'activités anciennes ou secondaires. Une réalité profonde est l'insuffisance de la main d'œuvre pour les besoins de l'industrie.

A la différence de Decazeville, de Carmaux, du Lyonnais et de la région stéphanoise¹, les industriels de la sidéro-métallurgie ne doivent pas aller de plus en plus loin pour recruter leur personnel, dans la mesure où le textile, au début du XIX° siècle, a créé une nébuleuse de main d'œuvre proche dans les régions périphériques, Cambrésis-Avesnois, et a déjà drainé le surplus de population agricole des régions voisines : Aisne, Ardennes, Oise, Somme. Cette étape intermédiaire du textile cambrésien et avesnois représente un champ d'embauche assez proche au-delà duquel on entre dans l'aire de recrutement propre à la région parisienne. Dès l'avant-première guerre mondiale, un consensus intervient entre les principales firmes de grosse

¹ Voir l'étude d'Yves Lequin : "La formation du prolétariat dans la région lyonnaise", *Le Mouvement Social*, n°97, octobre-décembre 1976, pp.120- 137

métallurgie pour se répartir géographiquement les gisements de main d'œuvre, celle-ci étant amenée par les trains ouvriers ou les voitures des employeurs. En 1912, les forges et aciéries d'Anzin recrutent davantage en Belgique (13% des nouvelles recrues de l'usine de Denain en proviennent) mais surtout dans le Cambrésis (Avesnes-lesAuberts, Iwuy, Haussy, Quiévy, Viesly, Villers en Cauchié). En 1912, 14% de l'effectif de l'usine sidérurgique de Denain réside à plus de 20 kilomètres du lieu de travail. Les forges et aciéries du Nord et de l'Est prélèvent des travailleurs dans la région de Solesmes. Escomte et Meuse, pour son usine à tubes d'Anzin, recrute certes en Belgique mais aussi dans la zone de Bavay - Le Quesnoy ; en 1924, selon une notice sur les œuvres sociales les organisations patronales et ouvrières de la firme *"des autos vont trois fois par jour dans tous les villages situés à 25 kilomètres à la ronde, pour y prendre les ouvriers à la porte de leur domicile et les y conduire... La société pour une large quote-part dans le prix du transport"*². Les accords occultes pour les directions d'embauche perdurent après 1920, même si les débauchages sont fréquents d'une usine à l'autre. De même, l'on trouve trace d'ententes pour ne pas se prendre la main d'œuvre entre les houillères proches : en octobre 1913, Anzin et Thivencelles concluent une convention selon laquelle aucun ouvrier de Thivencelles ne sera embauché dans les fosses proches d'Anzin moins d'un mois avant d'avoir quitté le charbonnage d'origine, ceci à usage de réciprocité³. Par contre, aucun consensus ne se noue entre les industriels de la sidérométallurgie et ceux des charbonnages pour respecter des aires de recrutement. Depuis 1896, les forges et ateliers très dynamiques entourant les houillères (notamment celle d'Anzin) chassent sur leurs terres en recrutant les fils de mineurs. Les villages purement mineurs auparavant, perdent leur spécificité. Louis Champfy, directeur général de la compagnie d'Anzin, écrit le 15 mars 1911 aux régisseurs : *"Tel village de nos concessions où tout le monde était mineur il y a 20 ans et où il n'existe aucune industrie, ne compte aujourd'hui pas moins de 250 ouvriers d'ateliers"* l'usage des moyens de transport mis en place à la fin du XIX^e siècle se généralise peu à peu : il s'agit des chemins de fer de ramassage ouvrier, des tramways sur route et de la bicyclette : le rayon de ramassage quotidien s'élargit et peut atteindre une trentaine de kilomètres. La création de trains ouvriers sur le chemin de fer des mines d'Anzin et sur les lignes de la compagnie du Nord a fait de toute la région un seul marché du travail et met en cause à terme l'efficacité de l'extension des logements ouvriers.

2 La philosophie patronale du logement ouvrier

Les entrepreneurs tant des mines que de la sidérurgie considèrent le logement de la famille ouvrière comme un devoir social. La société des Mines de Lens déclare, dans sa notice à l'exposition franco-britannique de 1908 : *"Dès 1852, le problème se posait de grouper un personnel minier dans une région exclusivement vouée à l'agriculture... Mais la société des Mines de Lens a vu également dans la création de maisons bien comprises et de vastes cités bien aérées un des moyens les plus puissants de contribuer au relèvement de la valeur physique et morale de la classe ouvrière"*. Le souci est social : corriger le libéralisme en donnant quelques avantages aux ouvriers devenant redevables de leur employeur (logement, retraite,

² Visite de la société des ingénieurs civils de France la société anonyme d'Escaut et Meuse le 4 juillet 1924, archives privées de la firme

³ Archives d'Anzin, carton 60

épargne). Le souci est également sanitaire : veiller à une meilleure hygiène du logement et surveiller la santé de la famille ouvrière. Les sociétés minières et métallurgiques y insistent beaucoup et agissent efficacement. Un exemple : pour les enfants ayant suivi les consultations de nourrissons de la compagnie d'Anzin à Denain, le taux de mortalité infantile entre 1906 et 1909 est inférieur de moitié à celui de la France⁴. Denain-Anzin, quant à elle installe un service médical et pharmaceutique depuis 1853 et crée une caisse de secours. A titre de comparaison, la société des Mines de Lens signale dans son opuscule de 1908 : *"les administrateurs et directeurs de la société ont étudié avec un soin tout particulier l'établissement de maisons répondant par leurs dimensions, leur situation, leurs dispositions intérieure, aux meilleures conditions de l'hygiène, aux besoins et aux habitudes des ouvriers.., sans oublier l'économie"*. L'amélioration des ateliers participe de ce même souci. Selon la société française de construction mécaniques - anciens établissements Cail exploitant une usine à Denain depuis 1844, *"un ouvrier doit rendre beaucoup plus dans un atelier que l'on aura eu soin d'éclairer largement de jour et de nuit, de chauffer en hiver, de ventiler en été"*⁵. Il y a convergence entre les intérêts de l'industrie et les sentiments humanitaires des entreprises. Un long apprentissage est nécessaire pour devenir mineur, fondeur ou lamineur et l'ouvrier, arrivé au terme d'une initiation ayant duré une quinzaine d'années, doit encore pouvoir servir 10 ans.

Un souci d'ordre moral préoccupe parallèlement les promoteurs d'habitations ouvrières. L'attribution d'un logement est garant d'une attitude psychologique : propreté, économie, voire répression du concubinage. En 1878, selon la notice de la compagnie des Mines d'Anzin à l'exposition universelle de Paris, *"les ouvriers qui vivent en concubinage sont privés de tous les avantages que la mine accorde à ses ouvriers mariés. La privation de chauffage gratuit et des secours pécuniaires ou alimentaires constitue le moyen de répression le plus ordinairement employé"*. Certes la houillère a fait ensuite des concessions sur ce point.

Tous les éléments évoqués se croisent et se renforcent mais l'on ne saurait oublier l'impératif de fixation de la main d'oeuvre. Louis Champy s'en explique dans une note du 23 octobre 1912 au Conseil de régie d'Anzin : *"On n'attire et on ne retient les ouvriers qu'en les logeant"*. Le logement, avantage attribué, équivalent à un supplément de salaire et à un supplément de confort⁶, est utilisé comme une contrainte quand la famille ne reste pas attachée à l'employeur-bienfaiteur. Ceci est très net aux mines. Le conseil de régie d'Anzin, dans sa séance du 19 octobre 1912, délimite quelles conditions doit remplir une famille pour être considérée comme attachée à la compagnie :

"Si le père ayant cessé de travailler n'a pas de pension ou, si le père étant mort, la mère n'a pas de pension, la famille ne gardera la qualité de famille attachée à la compagnie que si tous les enfants mâles, valides et en âge de travailler, sont occupés au service du fond". A la même époque, Anzin envisage d'expulser des corons les parents des jeunes ouvriers occupés dans l'industrie. Mais une telle mesure se prête mal, par sa rigueur, à une application générale et uniforme. Toutefois, en septembre 1913, le directeur général *"a décidé de doubler le loyer des ouvriers ayant à leur charge un fils"*

⁴ Ce taux est de 58°/oo en 1906, 69°/oo en 1907, 74°/oo en 1908 alors qu'il évolue en France de 146 119°/oo

⁵ *Le centenaire Cail, 1812-1912*, Gauthier-Villars, Imprimeur-Libraire, p.59

⁶ Argument développé par Louis Champy dans une note au conseil de régie d'Anzin du 6 octobre 1913

travaillant hors de la compagnie, et cela lorsque l'expulsion des corons risquerait d'avoir plus d'inconvénients que d'avantages". L'effort soutenu des entreprises en faveur du logement est donc loin de s'expliquer par les seules considérations humanitaires.

Le volontarisme patronal à s'attacher la main d'œuvre rencontre des limites et la fuite d'une partie de la main d'œuvre hors de la mine dans les années précédant la première guerre mondiale en témoigne. *"Grâce aux économats patronaux strictement obligatoires"*, note François Lefebvre, député mineur de 1914 à 1935, *"le patronat savait ce qui était strictement nécessaire pour vivre et les salaires n'allaient jamais au-delà"*⁷. En réponse aux coopératives patronales et parallèlement à l'organisation du parti socialiste, naissent dès les années 1900 de nombreuses coopératives ouvrières qui se fédèrent avec celles du sud du département en 1913. Après 1920, la municipalité socialiste de Denain, dirigée par François Lefebvre, forme une société d'habitation à bon marché. Les mines d'Anzin et les Forges de Denain-Anzin souscrivent chacune 100 000 francs d'actions. Des dommages de guerre que ne peuvent réemployer certains sinistrés sont rachetés et viennent augmenter le capital. En 1930, 23 maisons ont été construites et 50 sont en cours pour applications de la loi Loucheur. Cette action a certes été limitée par l'importance des fonds nécessaires. Mais la construction de logements par les entreprises était loin de répondre à l'afflux de main d'œuvre étrangère qu'elles avaient recrutée.

3 Types de cités et de quartiers

Dans les habitats miniers l'importance de l'effectif logé varie : s'il est de 54% en 1908 à la société des mines de Lens toujours prise à titre de comparaison, il n'atteint que 38 à 42% à la compagnie d'Anzin entre 1896 et 1913. Une autre mesure est le nombre de maisons par 1000 ouvriers. En 1908 comme en 1912, Anzin vient au dernier rang des compagnies du Nord-Pas-De-Calais avec 220 maisons en 1908, 233 en 1912 : à cette dernière date, le taux d'Anzin est près de la moitié de celui qui s'établit dans le centre du Pas-de-Calais : Lens, Liévin, Béthune accusent des taux de 422, 415 et 400 maisons par 1000 ouvriers. C'est dans la zone proche d'Aniche, où la concurrence pour s'approprier la main d'œuvre est intense avec cette houillère (les établissements Cail et Denain-Anzin), que la compagnie d'Anzin a le plus accentué sa politique de logement à la veille de 1913.

Plusieurs traits caractérisent l'habitat de la compagnie des mines d'Anzin. A l'origine, l'économie principale a consisté à bâtir des maisons mitoyennes en ligne, d'où épargne sur les cloisons, les dépendances, les commodités. A partir de 1867, la compagnie a fait construire des maisons isolées avec jardin qu'elle vend aux ouvriers ; les habitations sont payables par retenues mensuelles sur le salaire. Depuis 1869, la houillère a aussi organisé l'accession à la propriété dans des conditions avantageuses : l'argent est prêté sans intérêt. L'acquéreur doit verser 180 francs comptant, puis 196 francs par an (soit 8 francs par quinzaine) à concurrence du prix de la maison, lequel passe de 2200-2700 francs en 1867 à 2700-3300 francs en 1890.

⁷ F. de Lefebvre, *Historique du mouvement ouvrier Denain depuis l'année 1883 jusqu'à / 930*, janvier 1930, 45 pages, p.19

En 1878, les mineurs ont construit ou acquis par ce système 529 maisons, le parc total d'Anzin étant de 1820 logements. La compagnie pense entre autres, par l'avance d'un pécule, faire l'économie des frais d'entretien. Le système d'accession à la propriété rappelle celui des industriels mulhousien dans les cités de Mulhouse étudiées par Sandrine Kott⁸ : l'ouvrier qui souhaite devenir propriétaire verse au comptant 10% de la valeur de la maison (200 à 250 francs selon le modèle choisi) ; il a par la suite 14 ans pour s'acquitter de sa dette en effectuant des versements mensuels de l'ordre de 25 francs. L'accession à la propriété a été rēvée pour la compagnie d'Anzin comme un pas vers l'intégration ouvrière. Comme dans le modèle mulhousien, la vente de la maison peut encourager des pratiques que l'entreprise voulait conjurer : le mineur propriétaire, après 16 ans de remboursement utilise le logement comme il l'entend, poussant parfois l'audace jusqu'à aller travailler ailleurs qu'à la mine ou à monter un cabaret propre à la diffusion des idées socialistes. La compagnie d'Anzin revient donc à une autre politique : les maison construites restent sa propriété.

A la fin du XIX^e siècle, la compagnie d'Anzin abandonne l'habitat collectif en ligne, les "longs corons" type Villars et Jean Sart à Denain et Abscon. L'on peut voir dans ce choix un écho des idées des réformateurs sociaux sensibles aux risques que représentent de trop fortes concentrations ouvrières mais les régisseurs tiennent également compte des besoins nouveaux de la main d'oeuvre :

*"Les besoin de bien-être deviennent plus grands, les jeunes ménages n'acceptent guère de vivre sous le même toit que les parents, note Louis Champy. Les familles sont de moins en moins nombreuses. Il faut noter aussi que l'on doit se préoccuper de loger toute une catégorie d'ouvriers auxquels on ne concédait pas autrefois ce privilège, notamment ceux du service des fabrications"*⁹.

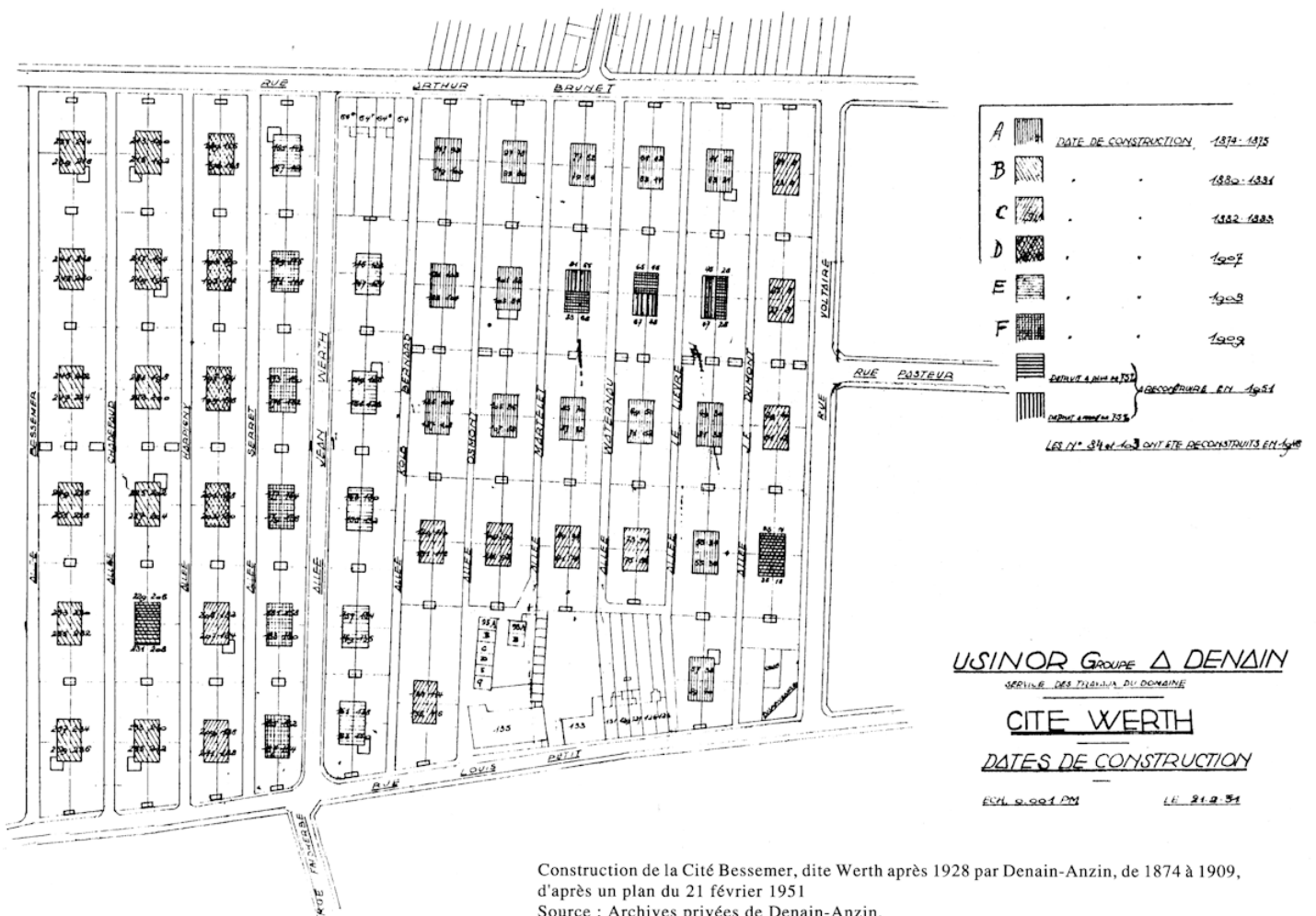
Les houillères développent à partir de 1900 des maisons jumelées avec jardinets à l'avant et à l'arrière. Dans le type de 1867 amélioré, on ajoute un appentis de 36 m² comportant une buanderie et une cuisine. Dans les pavillons à deux demeures type 1906, la maison principale est complétée de dépendances assez nombreuses et propres à chaque logement : les constructions comprennent systématiquement des W.C. individuels ; auparavant ils étaient communs et extérieurs. D'après les plans des cités minières, une citerne équipe les pavillons à deux demeures type 1906. Mais François Lefebvre, dans son ouvrage sur le mouvement ouvrier à Denain, note qu'en 1900 les hameaux de Bayard, Bellevue (cités correspondant à des fosses d'Anzin) et de la Bacqueterie sont dépourvus d'éclairage et d'écoles : *"rien ne les rattache à l'agglomération"*. A cette époque, Denain, ville de 22000 habitants, n'a ni eau, ni égouts, ni électricité. Les travaux d'installation d'eau potable et d'égouts dans cette ville, mis à l'ordre du jour par la municipalité depuis 1900, sont commencés en 1909 ; ils durent jusqu'à la fin de 1910 où la société concessionnaire commence à fournir l'eau à la consommation.

Néanmoins, pour l'époque, les cités ouvrières comme les autres que nous allons évoquer représentent ce qui se fait de mieux en matière d'habitat ouvrier. Un trait

⁸ S. Kott, la haute Alsace : une région modèle en matière d'habitat ouvrier (1853-1914), *Revue de l'économie sociale*, janvier 1988

⁹ Note du 23 octobre 1912 au Conseil de régie d'Anzin *doc. cit.*

commun subsiste : entre 1867 et 1913, les compagnies houillères n'ont pas augmenté la surface habitable qui tourne autour de 70 m² pour les dernières maisons bâties en 1913 et pour certaines construites bien avant¹⁰. Les efforts ont surtout porté sur l'extérieur : le mineur qui s'embauche est plus séduit par les apparences que par les autres considérations.

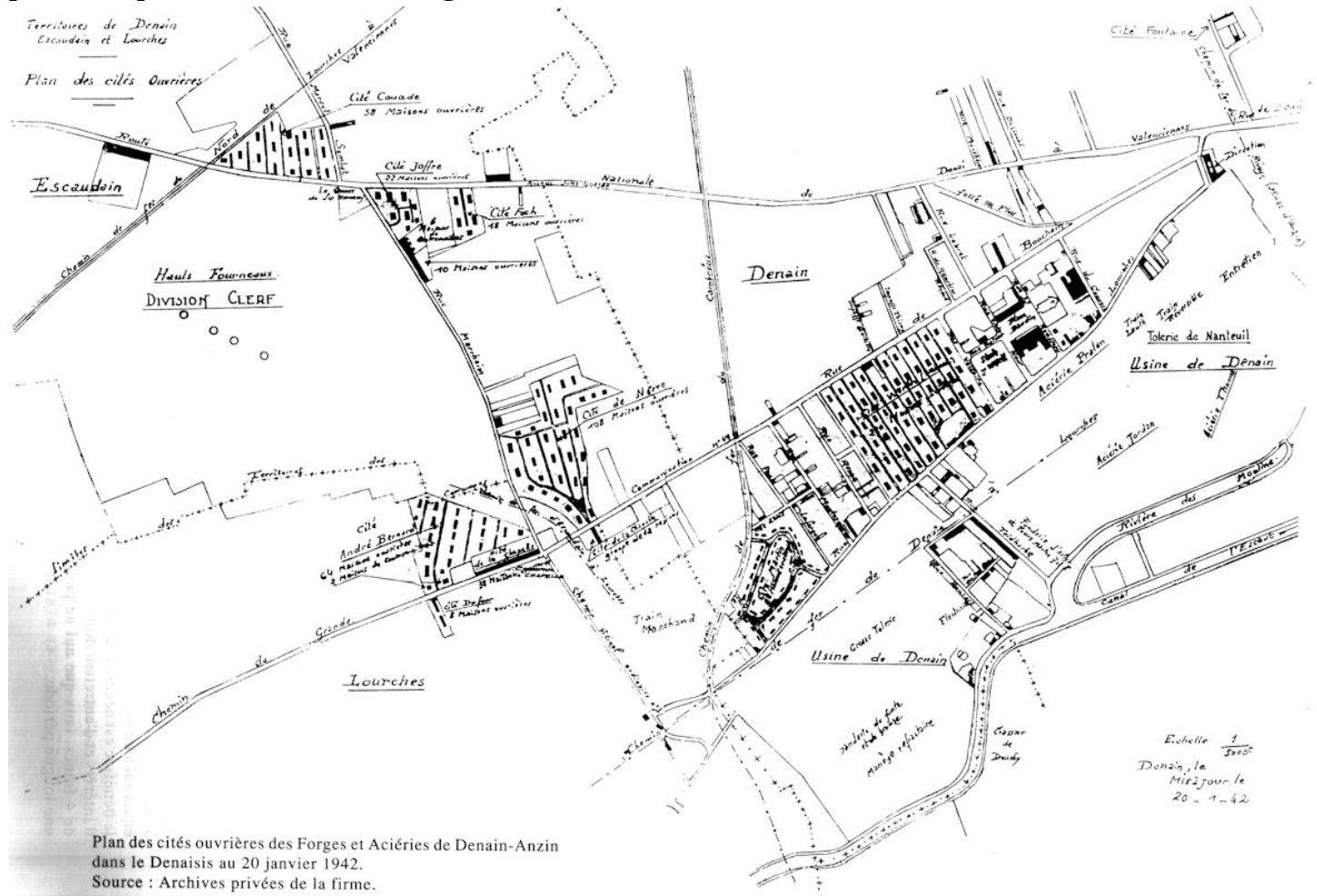


Après 1920, les compagnies minières reprennent la construction de logements pour accroître le nombre de leurs ouvriers. "Aujourd'hui, écrit Louis Champy en octobre 1922, la situation est bien plus grave encore qu'en 1914... Les vides créés par la guerre dans la population ouvrière rendent la concurrence pour la main d'œuvre plus vive que jamais. On ne peut plus développer les effectifs qu'en logeant les ouvriers ; cette nécessité apparaît en toute évidence lorsqu'on fait appel à la main d'œuvre étrangère. Le logement apparaît comme un puissant moyen de stabilisation et comme un moyen indispensable si l'on ne veut pas déchoir"¹¹, même si, ajoute ce directeur de houillère, l'opération équivaut à un véritable gaspillage de capitaux : le bénéfice est nécessaire pour couvrir les frais d'intérêts et d'entretien doit-elle d'un peu plus de 4 francs, taux que nul ne peut garantir sur une longue période.

¹⁰ Sur ces aspects, voir notre thèse, *Industries, patronat et ouvriers du Valenciennois pendant le premier XXe siècle. Développement et restructurations capitalistes à l'âge du charbon et de l'acier*, Paris, Messidor - éditions sociales, 5 volumes, 1872 pages, T1, pp.172 et suivantes. La surface habitable des logements de mineurs oscille de 94 m² à 33 m² entre 1850 et 1887

¹¹ Note de Louis Champy sur la construction de maisons ouvrières du 3 octobre 1921, archives d'Anzin, carton 184

Pour faire face aux besoins financiers de cette construction (en 1923 le coût d'une maison est de 28500 francs), la compagnie d'Anzin crée en 1922 une filiale, la société d'habitations à bon marché du bassin houiller d'Anzin, ceci pour alléger sa trésorerie. La filiale se charge de construire les maisons ouvrières et se procure les fonds nécessaires en émettant des emprunts obligatoires que la houillère garantit. En fait, cette faculté n'est pas utilisée jusqu'en 1924, les disponibilités de trésorerie permettant à Anzin de faire à sa filiale les avances nécessaires ; en 1924, ces avances, de 29000000 de francs courants, présentent le caractère d'une véritable immobilisation. De 1923 à 1926, 2900 maisons sont édifiées ou achetées, ce qui porte le parc total à 8000 logements, chiffres très inférieur à celui de Lens.



En ce qui concerne les cités de sidérurgistes, tout commence à Denain par l'édification en 1846 au bord de l'Escente, entre Denain et Lourches, d'un coron communément appelé *coron de la rivière* ou *maison des sœurs*. En 1853 en effet, les forges de Denain passent avec la congrégation des sœurs de Saint Vincent de Paul un traité stipulant que 4 religieuses sont chargées de répondre aux besoins des pauvres et de soigner les malades¹². Les sœurs des Forges recevront 500 francs pour leur nourriture et leur entretien et seront logées dans un coron *convenablement garni*. Les enfants de 2 à 6 ans sont accueillies dans une *salle d'asile* située dans le coron évoqué. L'accord de 1853 traduit une volonté de prosélytisme religieux de la part des

¹² Traité du 30 mars 1853 entre les hauts fourneaux et Forges de Denain-Anzin et la supérieure générale des sœurs de la charité de Saint Vincent de Paul, archives de la maison de Saint Vincent de Paul de Lille

Forges de Denain-Anzin. Au-delà de la bienfaisance qui légitime l'autorité patronale, la direction poursuit un but constant : moraliser le monde ouvrier. En effet *"l'une des sœurs... sera chargée de faire gratuitement l'école aux petites filles indigentes de l'établissement des Forges..., les instruira des principaux mystères de notre sainte religion et leur apprendra à lire et écrire"*¹³.

A l'origine, les sœurs se rendent pour les offices à l'église Saint Martin située dans le centre-ville. Un changement significatif intervient peu après. Soit en raison de la position un peu excentrée du coron, soit pour matérialiser la profondeur du lien entre l'entreprise et la religion, un prêtre de la paroisse Saint-Martin vient, à partir de 1856, dire la messe dans une chapelle érigée entre temps dans le coron. Cette messe dominicale, célébrée dans le quartier des Forges, lui donne un début d'autonomie. Lors de l'exposition universelle de 1855, l'entreprise récapitule ses œuvres sociales. Le nombre de religieuses est passé à 13 ; *"tous les objets de ménage et de consommation de première nécessité sont tenus par elle à la disposition des ouvriers et cédés sans bénéfice"*¹⁴. Cet ensemble de bienfaisance comporte deux ouvriers, deux salles d'asile, deux écoles fréquentées par 350 élèves. Le tout est complété par deux chapelles.

C'est à partir de 1870 que Denain-Anzin se préoccupe de monter une fabrication d'acier Bessemer nécessaire au maintien de la firme sur le marché : *"La plupart des grands établissements sont en mesure de produire du Bessemer, note le Comité de Direction, et si l'on ne prend pas les devants, le chemin de fer du Nord¹⁵ pourrait être amené à conclure avec l'un d'eux un marché de longue durée"*¹⁶. Le site de Denain est choisi plutôt que celui d'Anzin pour l'adoption de la nouvelle technologie. Le projet ajourné par la guerre de 1870, est repris en 1872 quand par l'accord de la même année, la compagnie du chemin de fer du Nord consent à avancer à la firme sidérurgique 2 millions de francs à rembourser en 8 ans par une retenue sur un marché de rails Bessemer à livrer à la compagnie ferroviaire. La construction de la nouvelle aciérie, de deux grands hauts fourneaux, d'ateliers de laminage et de finissage des rails d'acier s'échelonne de 1873 à 1875 sur 6 hectares achetés près de l'ancienne usine. La capacité de production d'acier des deux usines (Denain et Anzin) est portée de 30000 tonnes jusqu'en 1860 à 40000 en 1875. L'augmentation de personnel, conséquence de l'adoption du Bessemer, rend plus pressante la question des habitations ouvrières. Le conseil d'administration se préoccupe du problème déclarant en substance à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 30 janvier 1873 :

"Les conditions ouvrières qui deviennent chaque jour plus difficiles pour l'industrie, tant du chef des bras qui se raréfient que de celui des salaires qui vont toujours croissants, nous obligent à prendre des mesures pour réunir et fixer d'une manière plus stable autour de nos usines des familles d'ouvriers pour entretenir et compléter notre personnel d'une façon régulière. La plus importante et la plus urgente de ces mesures consiste à construire des maisons pour donner à nos ouvriers des condi-

¹³ Article 11 du même traité

¹⁴ Exposition universelle des produits de l'industrie, 1855, arrondissement de Valenciennes

¹⁵ A savoir, la compagnie du chemin de fer du nord

¹⁶ Forges et Aciéries de Denain-Anzin, Procès-verbal du comité de direction de la firme, séance du 18 mai 1870, archives privées

tions d'existence et de travail plus faciles que celles qui existent. En ce moment, une grande partie de nos ouvriers qui travaillent dans nos ateliers demeurent à 2, 3, 4 et même 6 kilomètres des établissements. Notre devoir et notre intérêt sont de leur rendre ces conditions meilleures". L'occasion est bonne pour faire objectivement le point sur l'état des œuvres charitables : "Nos établissements de bienfaisance réunissant dans nos deux usines 1200 enfants dans les écoles et 25 sœurs pour diriger les classes, asiles, ouvroirs, magasin de vivres, pharmacie et accessoires, sont dans un état de délabrement et d'insalubrité tels qu'il n'y a pas lieu de les reconstruire"¹⁷. En conséquence, le conseil obtient l'autorisation d'acquérir ou d'échanger des terrains jusqu'à concurrence de 160000 francs.

Les parcelles nécessaires à la construction de l'aciérie et aux logements des ouvriers sont acquises par la firme en septembre 1873 pour 208000 francs¹⁸ par échange avec la compagnie des mines d'Anzin¹⁹ ; elles comprennent 20 maisons d'ouvriers mineurs. Des parties vieilles de l'usine en empêchant sa progression sont supprimées ; il en va ainsi du coron de l'usine rasé en 1872. Le futur espace d'habitat se situe entre le chemin de Douai à Valenciennes (actuelle rue Pierre Blériot) et celui de Louches à Denain (actuelle rue Louis Petit, voir carte des cités de Denain-Anzin en 1942). Il est séparé en son milieu par le chemin de Bouchain à Denain (aujourd'hui rue Arthur Brunet). L'ensemble s'adosse au sud aux constructions en cours : ateliers de briques réfractaires, d'ajustage et en contrebas à l'aciérie Bessemer accolée aux 2 nouveaux hauts fourneaux ; à l'est, les parcelles jouxtent le coron d'Orléans appartenant aux Dames d'Anzin. Les deux contractants, pour délimiter l'appartenance des espaces, décident de construire en leur milieu une rue de 8 mètres de large à raison de 4 mètres par contractant, comme pour inscrire dans le parcellaire ce qui est habitat minier et sidérurgique. Cette rue est baptisée *rue de l'usine* : elle mène les habitants des cités du Nord de la ville au lieu de travail. Cet échange marque la naissance du quartier sidérurgique du *nouveau monde* que la population évoque encore dans les années 1960.

En 1874 sont construits sur les terrains récemment acquis une infirmerie, des écoles de filles et garçons, le magasin de subsistance, les locaux pour la communauté des sœurs de Saint Vincent de Paul *rue de l'usine*, qui prend alors le nom de *rue du couvent*. Naturellement, les œuvres sociales des Forges sont bénies par l'archevêque de Cambrai en Novembre 1875.

Les Forges ne reprennent pas à Denain la solution adoptée à Anzin pour un logement partiel du personnel : au cours de l'exercice 1873, elles ont édifié à Anzin une auberge pension destinée à loger 32 ouvriers célibataires²⁰. C'est au contraire une cité que Denain-Anzin construit en 1874: à proximité de l'usine, elle n'en limite pas la

¹⁷ Forges et Aciéries de Denain-Anzin, procès-verbal du conseil d'administration à l'assemblée générale ordinaire du 30 janvier 1873

¹⁸ Forges et Aciéries de Denain-Anzin, rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale des actionnaires du 29 janvier 1874, archives privées

¹⁹ Traité de l'échange de terrain entre la compagnie des mines d'Anzin et les Forges de Denain-Anzin, 2 septembre 1873, archives privées de Denain-Anzin

²⁰ Forges et Aciéries de Denain-Anzin, rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale du 29 janvier 1874, *doc. cit.*

croissance. Il s'agit de la cité Bessemer : bâtie en majeure partie de 1874 à 1883 à raison de 17 pavillons de 4 logements individuels en 1874-1875, 12 en 1880-1881 et 8 en 1882-83, elle correspond à l'issue de cette première étape à 164 logements portés à 224 de 1907 à 1909. Deux de ces logements sont reconstruits en 1948 et 20 en 1952. Les groupes cuisines - salles d'eau sont mis en travaux en 1963. Chaque habitation comporte dès 1872 une cave pavée en briques, au rez-de-chaussée, une salle à manger et une cuisine, ces deux pièces correspondant à l'étage à deux autres de même dimension. La surface habitable totale, 65 m², n'est guère supérieure à celle des coron miniers d'Anzin, type 1867 agrandi, ou type 1906. Mais les pavillons, largement espacés, sont disposés par alignements séparés par des haies de verdure. L'ébauche de la cité jardin, une époque où le coron en ligne reste important, est une nouveauté. Toutefois, l'impression de monotonie est loin d'être absente : les rues microscopiques ne permettent qu'un accès pédestre. Il faut aussi se représenter combien ce premier habitat ouvrier a été mouvant, l'image d'une usine elle-même en perpétuel renouvellement. Le rapport du conseil à l'assemblée générale des actionnaires de 1876 signale que les groupes de maisons d'ouvriers projetées ont été construites près de l'usine. Mais en 1881, Denain-Anzin procède en collaboration avec la compagnie des mines d'Anzin au redressement de l'Escaut dans un double but : agrandir son usine, faciliter l'arrivage par eau et le débarquement des combustibles nécessaires à l'approvisionnement de l'établissement. Des maisons ouvrières doivent être démolies pour permettre les travaux ; elles sont remplacées par 14 pavillons de même type pouvant abriter 56 familles d'ouvriers²¹.

L'on insistera sur le nom de Bessemer attribué à ce premier ensemble ; l'entreprise est alors en procès avec l'ingénieur anglais sur la redevance à lui allouer pour l'utilisation de son brevet. Mais, peu rancunière quand il s'agit de prestige et de symbole, elle dédie la cité l'inventeur du procédé de l'affinage des fontes. Pour populariser l'inauguration du Bessemer Denain, la société y organise le 5 mai 1875 une fête carnavalesque avec défilés de chars, où la vedette est sans conteste un convertisseur Bessemer de 9,50 mètres de haut. Cette célébration caractérise une époque où toutes les questions, même sociales semblent pouvoir être résolues par le progrès technique. La cité prend par la suite le nom de cité Werth par référence à l'un des directeurs de l'usine disparu en 1928. L'identité du quartier du Nouveau Monde est sans cesse renforcée par la mise en place de structures gérant voire régulant la vie quotidienne des habitants : écoles, formation des jeunes filles, soins médicaux. Dès 1876, l'établissement hospitalier de Denain est à peu près terminé : l'infirmerie des ouvriers, les écoles de garçons et de filles, le magasin de subsistance, l'ouvrier, sont installés dans les nouveaux locaux avec les sœurs qui les desservent. L'école des Forges est alimentée par les enfants de la cité Bessemer. La chapelle tient lieu de paroisse : les enfants ayant suivi le catéchisme à l'école congréganiste des Forges viennent y faire leur première communion ; seuls les baptêmes et les mariages sont encore célébrés à l'église Saint Martin. En 1880, les sœurs ont la responsabilité de 4 classes primaires de filles, de 3 classes primaires de garçons et de la "salle d'asile" pour les enfants de moins de 6 ans. Au même moment, une *salle des orphelines*

²¹ Forges et Aciéries de Denain-Anzin, rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale du 25 janvier 1882, archives privées

regroupe une vingtaine de pensionnaires. A l'ouvrage, les jeunes filles apprennent la couture et la broderie. L'omniprésence des Forges se concrétise par l'inspection fréquente des classes par le directeur de l'usine en personne. Une symbiose entre vie quotidienne des habitants, utilisation de l'infrastructure des Forges pour la vie collective au travail et hors travail, génère peu à peu une identité et une autonomie du quartier ce qui est loin de signifier une adhésion totale à la volonté d'encadrement du patronat.

Les autres cités construites par Denain-Anzin ne s'accompagnent pas d'une organisation aussi poussée de la vie sociale. Denain-Anzin possède 242 logements en 1899, 297 en 1909. Elle édifie en 1911 une seconde cité, l'ouest de la précédente, toutes deux n'étant séparées que par quelques rues de la ville. Il s'agit de la cité Martin : 98 logements en petits pavillons où l'architecture diffère d'un immeuble à l'autre. A Anzin où la société exploite une seconde usine, la cité Talabot est construite la même époque, composée d'une centaine de maisons assez spacieuses. Un trait caractérise ces lieux d'habitats : ils ne sont jamais d'un seul tenant mais tous sont proches des usines. L'intention est toujours de fixer le personnel : l'usine de Denain, à la veille de la première guerre mondiale, approche les 3000 ouvriers et son taux de *turn over* est très élevé. Autres soucis constants : inculquer les principes de moralité et d'éducation chrétienne. Enfin est toujours sensible l'intérêt porté au suivi médical de la main d'œuvre. Les Forges ont depuis 1853 un service médical et pharmaceutique ; elles gèrent de façon très particulière les indemnités aux blessés ou tués par accident du travail et elles possèdent jusqu'en 1956 une clinique chirurgicale, la clinique Deburge.

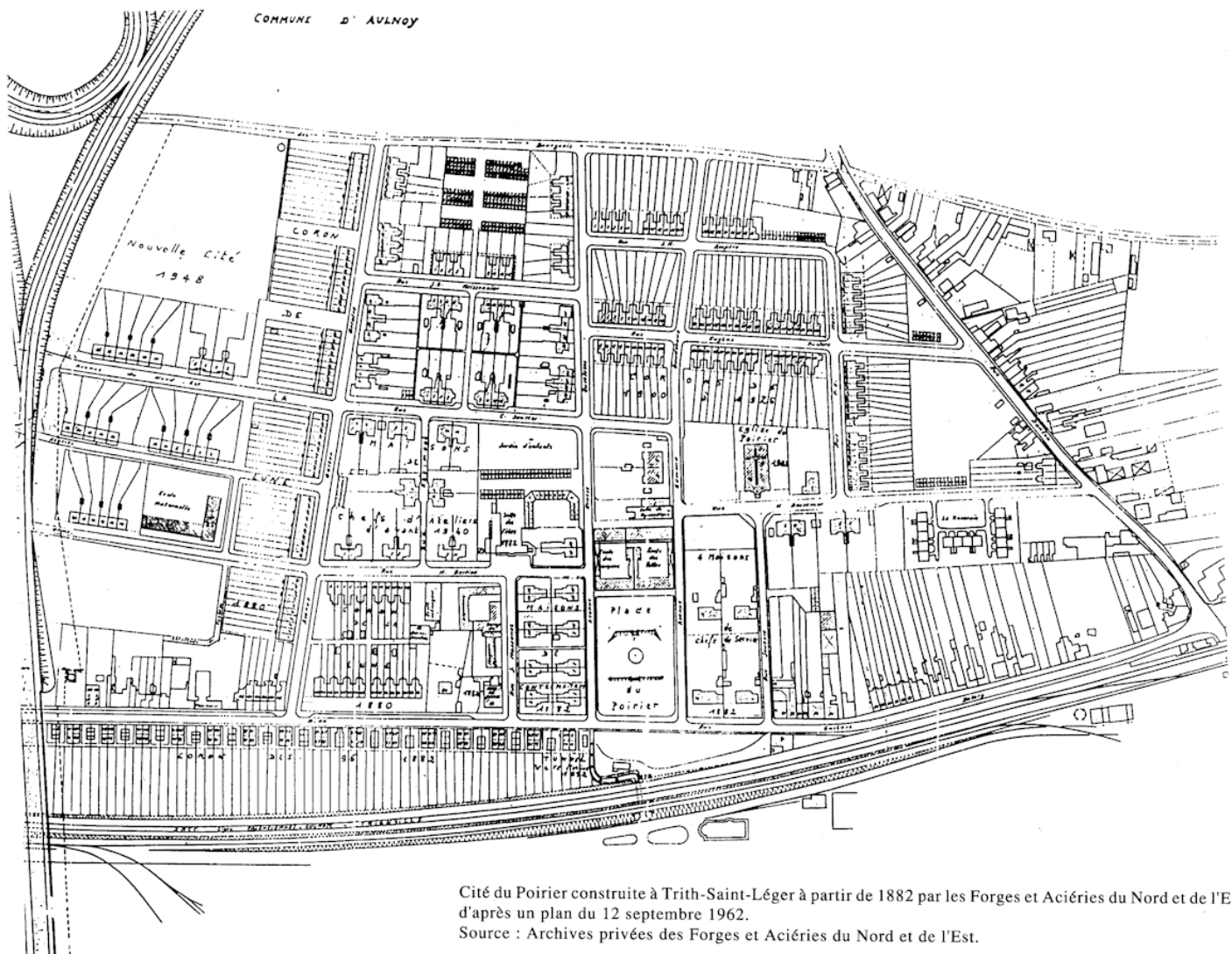
Ce qui frappe le plus dans l'habitat sidérurgique du Denaisis est un certain désordre spatial (voir carte) : les cités se localisent autour de l'usine et sont toujours dispersées, ce qui n'empêche pas Denain-Anzin de continuer à édifier des logements. De 1919 à 1929, trois nouvelles cités sont construites. L'une à la limite de Louches, la cité de Nervo, à l'extrémité ouest de l'ancienne usine reconstruite, de 70 maisons ouvrières à l'origine. Deux autres petites cités s'élèvent le long des nouvelles installations du hauts fourneaux à Escandain, l'usine s'étant déployée en forme de V sur les deux communes de Denain et d'Escandain. La cité Joffre comporte 22 maisons ouvrières, la cité Foch 18, ceci en 1942 ; elles viennent s'adosser à 6 maisons de contremaîtres et 10 maisons ouvrières le long de la rue Merrheim. En 1930 encore, l'entreprise construit 2 nouvelles cités de 50 à 66 maisons chacune cheval sur Louches et Denain. L'une, la cité Bernard, de 64 maisons ouvrières et de 2 maisons de contremaîtres ; l'autre, la cité de la chapelle, est elle-même organisée en deux groupes : l'un de 38 maisons, l'autre de 12, ces deux ensembles étant séparés par un chemin vicinal et par le chemin de fer d'Escomdain à Louches. Apparaît en outre sur la carte de 1942 une petite cité de 8 maisons ouvrières : la cité Dufour.

Toutes ces cités de taille moyenne sont peu à peu agrandies ; ainsi la cité de Nervo passe de 70 maisons ouvrières en 1930, époque de sa création, à 108 en 1942. Les cités sidérurgiques du Denaisis forment une véritable marqueterie très différente du type rencontré aux Aciéries de Longwy et même à 10 kilomètres de là, aux Forges et Aciéries du Nord et de l'Est. D'après la carte de 1942, l'entreprise possède 854

maisons en 8 cités ; la seule grande est la toute première construite en 1874- 1875, la cité Werth, avec ses 220 maisons. Les autres oscillent de 100 à 50 maisons : 3 ont moins de 20 maisons, l'une seulement 8.²²

D'après la carte de 1962 de l'habitat sidérurgique dans le Denaisis, 7 nouvelles cités sont bâties de 1950 à cette date ; entre 1952 et 1955 une cité des étrangers (25 logements), une cité de contremaîtres (12 maisons), une cité ouvrière à Haulchin de 90 logements ainsi que 14 logements au Parc Sirot ; le tout complété par de petits aménagements en 1960²² et de 80 maisons individuelles d'ingénieurs ; un seul ensemble important a été édifié : la cité d'Hertain de 76 logements en 1950. Ici, les cités ouvrières, examinées dans le long terme, présentent une disposition très originale : elles forment une nébuleuse enserrant progressivement l'établissement industriel : le poids de l'usine dans l'espace s'est constamment renforcé. L'éclatement des cités en multiples noyaux a évité une tutelle patronale directe et favorisé le dynamisme de la société ouvrière. Comment comprendre l'absence de concentration de cet habitat ? Quelle est la part de la nécessité, du manque de grandes étendues libres sur un territoire très tôt investi par de multiples industries grosses consommatrices d'espaces et dont la moindre n'est pas la mine : il lui faut du foncier pour renouveler ses puits, pour les installations du jour, pour les transports, le stockage des déchets, les logements et nous avons relevé la fréquence des échanges de terrains entre Denain-Anzin et la compagnie d'Anzin, leur collaboration lors des travaux de redressement de l'Escaut à la fin du XIX^e siècle. Cet espace est haché de routes, de voies ferrées (Denain-Anzin construit le chemin de fer de Denain à Lourches), tous éléments avec lesquels les concepteurs de l'habitat doivent composer. La dispersion n'est-elle pas aussi le fruit d'un volontarisme durable et raisonné, pressentant des développements futurs et gelant une partie du foncier à la manière de la compagnie des mines de la Loire à Saint-Etienne, en vue d'extensions possibles de la production : combien de fois Denain-Anzin a dû raser des maisons pour étendre ses ateliers ? Malgré une politique immobilière poussée dans toutes les directions, les espaces disponibles ont été limités par la forte croissance de l'usine et par le développement même de la ville : Denain a 12000 habitants en 1872 où elle est la huitième ville du département, elle en atteint 15000 en 1881 et surtout la fonction sidérurgique est dévoreuse d'espace (... stockages, crassiers). Point très caractéristique : l'entreprise garde des terrains disponibles pour l'extension future des ateliers : elle croit en l'avenir. Lors de la reconstruction des années 1920, elle n'utilise pas pour ses cités un espace dégagé au sud de la cité Martin et où sera construit le train bandes en 1948-1952.

²² Une cité des jeunes ménages de 10 logements en 1960 et une autre de 12 maisons de cadres à Haulchin



Cité du Poirier construite à Trith-Saint-Léger à partir de 1882 par les Forges et Aciéries du Nord et de l'Est d'après un plan du 12 septembre 1962.
Source : Archives privées des Forges et Aciéries du Nord et de l'Est.

Un autre modèle de cité est celui édifié dans l'entre-deux-guerres par les anciens établissements Cail dans la ville de Denain. Il s'agit de la cité-jardin du Parc Le Bret aménagée dans l'ancienne résidence de l'associé régisseur gérant de la compagnie des mines d'Anzin²³. Le château et le parc Le Bret, précédemment propriété des chanoinesses de Denain, sont rachetés par les Anciens Etablissements Cail qui commencent en 1924, dans le bois descendant jusqu'à Lescaut, la construction d'une cité achevée avant 1939, puis étendue après-guerre. L'organisation spatiale témoigne ici d'une recherche urbanistique et esthétique : les maisons ne sont plus alignées de façon traditionnelle mais largement espacées le long de rues curvilignes. Chaque logement a une architecture différente et une disposition personnalisée. Les maisons d'avant-guerre sont stylisées, leur toit est croqué avec deux pans coupés. Les 124 nouveaux logements ouvriers construits en 1949 en groupes de deux ou de huit par la société immobilière des Anciens Etablissements Cail n'ont plus ces caractéristiques. Le parc s'ouvre sur les sources de Sainte Renfroye, laquelle, mille ans plus tôt, avait bâti son abbaye en ce lieu. A l'origine les maisons réservées aux ingénieurs, puis dans les années 1930, la résidence est ouverte aux contremaîtres, agents de maîtrise et

²³ Jean Le Bret, beau-fils de Jacques Renard, est régisseur gérant de la compagnie des mines d'Anzin dans les années 1850-1860. A ce titre, il a laissé de nombreux mémoires défendant les intérêts d'Anzin et portant sur des problèmes plus généraux (rapports avec la Belgique) ainsi qu'une abondante correspondance avec les représentants de l'Etat : préfet du Nord et sous-préfet de Valenciennes. Il réside habituellement dans le château de Denain (ancienne abbaye) où il décède le 12 août 1869

techniciens et enfin, après 1945 au personnel jugé méritant par l'entreprise. Les logements, 200 en tout ne sont pas en accession à la propriété. Au milieu du parc sont conservés le lac et l'île existant déjà au temps de Le Bret, le lac ayant simplement été réduit en 1921. Sur l'île fonctionne avant 1939 un tennis à l'air libre pour 4 ou 5 joueurs et pendant la seconde guerre mondiale, des fêtes sont organisées pour les prisonniers de guerre à la place de l'ancien tennis. Sur l'île est construite après 1945 la première salle ouverte pour le basket ou plus exactement pour le CASIL, club athlétique sportif de l'île Le Bret, relevant de la société Cail²⁴. Le 15 juillet 1977, la cité du Parc Le Bret est cédée à la société HLM du Hainaut et lors de la fermeture de l'usine Cail, le CASIL fusionne avec le club Voltaire de l'Amicale laïque. Le parc Le Bret a été longtemps le top-model de la cité-jardin des années 1930 à l'après-guerre, il demeure un lieu privilégié de distraction et de promenade²⁵ et plus précisément le lieu de sociabilité de la petite bourgeoisie



4. Denain. La cité Le Bret construite dans l'entre-deux guerres par les Anciens Etablissements Cail.

denaisienne : le dimanche, tandis que les femmes du parc Le Bret fréquentent la messe, les époux ainsi que ceux de la rue Villars se plaisent à se réunir au café de la Paix ou café Bouillet faisant face à l'église Saint Martin. Ils y jouent au billard, prennent un picon ou une bière, les jeunes dansent puis tous partent se promener au parc. Par contre, le second grand café de Denain, l'hôtel Villars, attire un public sage aimant écouter de la musique de chambre. De nombreux pêcheurs fréquentent l'étang. Avec cette création futuriste, les Anciens Etablissements Cail se sont largement distancés du modèle de leurs

²⁴ En effet, quand on enlève le S au sigle CAS IL, l'on retrouve tout simplement celui de CAIL

²⁵ Selon le témoignage d'un ancien ingénieur d'Usinor Denain, M. Lespagnol. Nous le remercions de son aide, ainsi que le service du domaine de la mairie de Denain et les études de notaires de la ville qui ont bien voulu nous fournir des données sur la cité du Parc Le Bret

premières cités ouvrières comme la vieille cité Cail, coron avec potagers, à l'emplacement de l'actuelle aciérie et fonderie. Construite au nord de l'usine primitive, elle était proche du puits Casimir et fait place de 1896 à 1900 aux fonderies de fer et de cuivre ; ou encore la cité Le Chatelier, édifiée en remplacement de la précédente et pratiquement achevée, en 1901. Cette dernière cité est accolée à l'usine de construction mécanique faisant elle-même face à celle de Denain-Anzin : il suffit de franchir la route Douai-Valenciennes pour passer d'un établissement à l'autre. La construction de la cité Le Châtelier a été financée par prélèvement sur les ressources de l'entreprise, puis par



5. Denain. Eglise du Sacré-Coeur et salle des fêtes des Forges.

emprunt aux Caisses d'épargne sous sa garantie. La cité, en forme de quadrilatère entourant un espace vert central, compte en 1912, 250 habitations (3 à 4 pièces chacune) et abrite 400 ouvriers adultes et 300 gamins. L'usine Cail occupe alors 4000 à 4500 ouvriers parmi lesquels 700 à 800 apprentis de 13 à 18 ans. L'entreprise est confrontée elle aussi à l'instabilité du personnel²⁶ Le centenaire Cail, rédigé en 1912, estime que le régiment ne rend que la moitié des recrues qu'on lui a livrées : 90% des apprentis partent au régiment avec un acquis professionnel sérieux, mais la moitié au retour s'oriente dans d'autres voies ou vers les industries similaires de la région.

C'est un habitat totalement différent que l'on rencontre dans l'autre usine sidérurgique du Valenciennois, celle de Trith-Saint-Léger, relevant des Forges et Aciéries du Nord et de l'Est. Il n'existe pas en effet de modèle d'habitat spécifique à une branche sidérurgique, fut-elle implantée sur un espace proche. Chaque entreprise a une

²⁶ Voir notre thèse, *Industries, patronat et ouvriers du Valenciennois. Développement et restructurations capitalistes à l'âge du charbon et de l'acier*, Paris, Editions sociales - Messidor, 1985, 5 volumes, 2800 pages, T1, p159 et suivantes

histoire propre et surtout un type de développement. L'usine de Denain a une croissance lente et régulière. L'existence du Nord-Est²⁷ est agitée, scandée par de nombreuses restructurations et son usine de Trith progresse par grands bonds technologiques. Aucune similitude non plus entre le tissu industriel à Denain et à Trith : il n'existe pas à Trith de concentration de mines et d'usines, le Nord-Est est la seule entreprise de sa taille ; la croissance de la ville de Trith n'a aucune comparaison avec celle de Denain.

En 1882, le Nord-Est construit sa première aciérie Thomas et *importe* 500 à 600 Belges, spécialistes du procédé débauchés chez Cockerill. Pour les loger sont construits les premiers corons de la cité du Poirier sur la rive droite de l'Escaut, à l'extrémité Est de la commune, à quelques mètres de l'usine : il n'existe alors que des terrains vagues au



6. Cité nouvelle du Poirier. Groupe de 4 logements construits en 1947 par le groupe de Valenciennes d'Usinor, ex-Forges et Aciéries du Nord et de l'Est.

Source : Travaux neufs du service des Etudes, rapport de 1948, division de Valenciennes d'Usinor.

Poirier. Selon le recensement de 1896, 61% des habitants de ce quartier sont belges, cette proportion n'étant que de 27% pour l'agglomération. Cet habitat rappelle celui des corons miniers ; les logements ouvriers sont groupés par 4 dans le même corps de bâtiment avec un jardinet et un peu de terrain. Administrativement, le hameau de Trith dépend de la commune, mais le quartier du Poirier va garder longtemps sa cohésion, son caractère de quartier privé des Forges. Ces habitants ne se fondent qu'avec lenteur dans le reste de la population autochtone, d'autant que les Belges majoritaires du Poirier remplissent le plus souvent les fonctions de contremaîtres ou

²⁷ Abréviation des Forges et Aciéries du Nord et de l'Est



7. Groupe de maisons en construction en 1949 dans les nouvelles cités du Poirier à Trith-Saint-Léger.
Source : Archives privées des Forges et Aciéries du Nord et de l'Est.

d'encadrement et ceci de père en fils et petit-fils. La décision du Nord-Est de concentrer son habitat à proximité de l'usine est favorisée par la présence de nombreux terrains disponibles. La hiérarchie sociale est strictement respectée. Les maisons d'ouvriers sont en corons avec jardin potager, celles de contremaîtres sont plus grandes, celles d'ingénieurs vraiment agréables. La cité s'ouvre le long de la route nationale par quelques châteaux protégés par des murs et destinés aux membres de la haute direction.

Les deux sociétés sidérurgiques créent, proximité de la bourgade où elles s'implantent, une ville-usine dont l'autonomie et l'emprise rejaillissent fortement sur la trame urbaine.

Vers des Villes-Usines

1. La création d'entités autonomes

C'est à l'Est de la cité Bessemer que Denain-Anzin décide en 1911 de construire un ensemble salle des fêtes et maison d'administrateur. Le devis total est à l'origine de 793000 francs. Il est fait appel, pour cet aménagement, à l'architecte régionaliste Louis Cordonnier²⁸ qui avait remporté le premier prix lors du concours ouvert en 1905 pour la construction du Palais de la Paix à La Haye, réalisé dans le style néo-flamand, modèle

²⁸ Aude Cordonnier, *Louis Marie Cordonnier, architecte régionaliste*, Mémoire de maîtrise préparé sous la direction de F. Souchal, Université de Lille III, 1980. Cet architecte, né à Hambourdin en 1854, remporte plusieurs premiers prix : nouveau palais de la bourse à Amsterdam en 1884 jamais réalisé, opéra et nouvelle bourse de Lille (1913) ; et la société béghin de thumeries. Après la guerre, il est l'architecte de Notre-dame de Lorette et de la basilique sainte Thérèse de Lisieux

dont il s'inspire pour la salle des fêtes de la société. A la fin de 1912, les travaux avançaient assez lentement. Avant leur achèvement, des rectifications ont déjà amené le devis en avril 1914 à 1300000 francs.

L'église du Sacré-Cœur est implantée de 1901 à 1906 au bord de la cité Bessemer, sur la place, ensuite complétée par la salle des fêtes. La construction de l'église se situe en pleine montée d'anticléricalisme et une véritable guerre de religion agite alors Denain et sa région comme tout le bassin minier. Le sentiment anticlérical, diffusé par la Libre Pensée et son organisation locale, la Raison Denaisienne, anime les militants ouvriers et se manifeste à la moindre occasion dans la population. Depuis 1896, le maire de la ville, le pharmacien Selle, est un républicain et un socialiste ; il devient député du Nord en 1902. Selle multiplie les manifestations antireligieuses : par un arrêté du 30 juin 1899, il supprime les processions dans la ville et, en décembre 1900, interdit sur le territoire de Denain le port du costume ecclésiastique aux prêtres extérieurs à la commune. Il n'est guère étonnant que la pose de la première pierre de l'église des Forges, le 11 juin 1901, soit l'occasion de heurts d'une violence inouïe, comme le rapporte André Lebon :

"Le 11 juin, l'archevêque de Cambrai, Monseigneur Sonnois, vint à Denain pour donner la confirmation aux communiantes et pour poser la première pierre de l'église du Sacré-Cœur... Mitre en tête et crosse en main, protégé par la gendarmerie, il tenta plusieurs fois de sortir du presbytère de Saint-Martin autour duquel plusieurs milliers de manifestants s'étaient regroupés et chantaient "l'internationale", la "carmagnole" et hurlaient "A bas la calotte". De violentes échauffourées se produisirent et le prélat ne put que sortir en voiture sous les insultes et les jets de pierres. Dans la nuit du 29 au 30 juin, la statue de Sainte Renfroye, patronne de la ville, placée au-dessus de la porte du presbytère Saint-Martin fut enlevée. On la retrouva le lendemain, endommagée et souillée. La tête ne fut jamais retrouvée. Dans toute la ville on relevait sur les murs l'inscription suivante "A bas la religion". Par représailles, le 8 juillet, le maire Selle fut agressé sur la route."²⁹

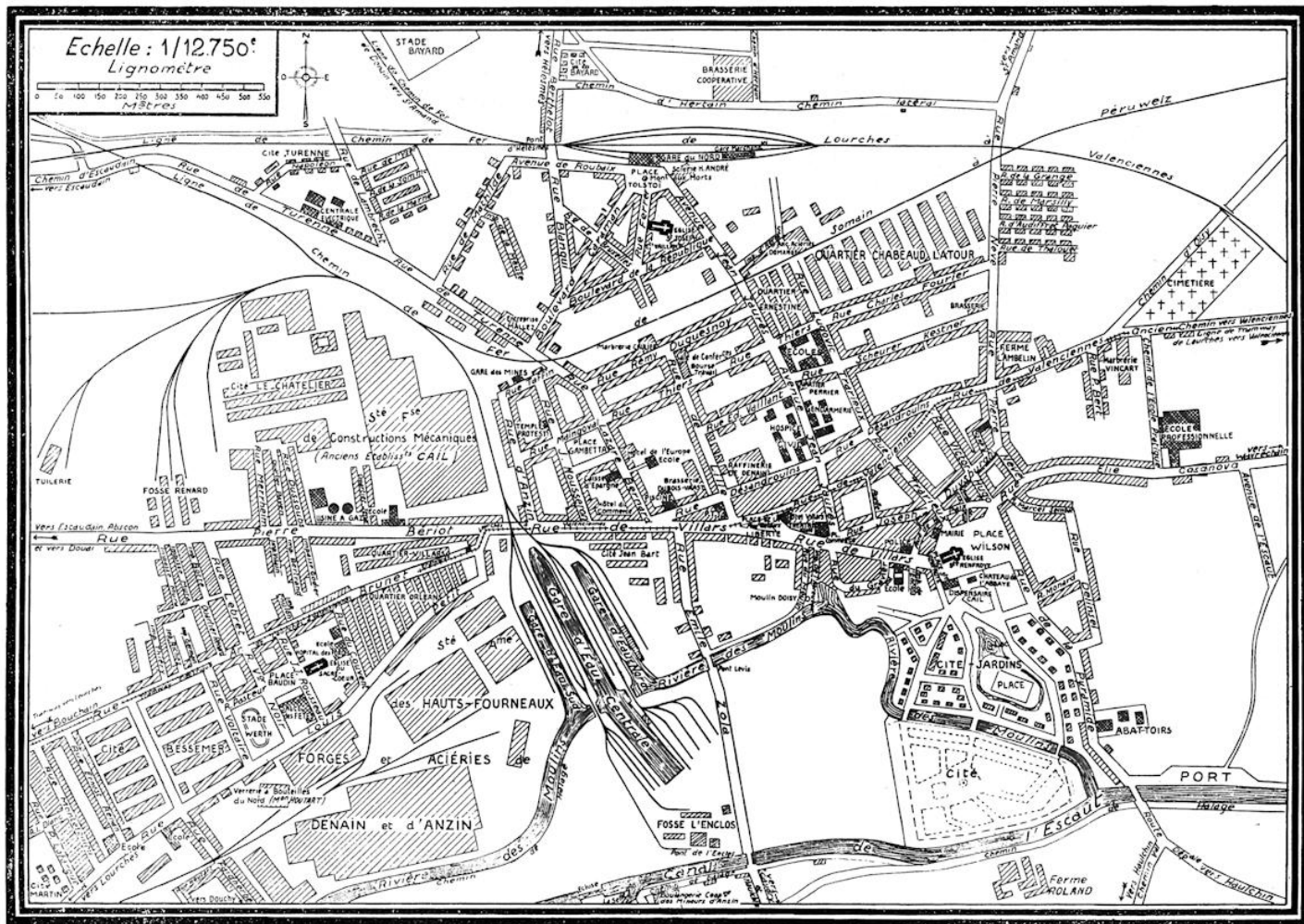
L'effort tenté pour limiter la déchristianisation ouvrière avait échoué. Dans cette affaire, la hiérarchie catholique était tombée dans un piège en acceptant des Forges la construction d'une église. Il est significatif que la municipalité ait souhaité donner le nom de Pierre Baudin à la place bordée par l'église, la salle des fêtes et bientôt le stade ; nous y reviendrons ultérieurement. A la veille de 1914, l'ensemble architectural et fonctionnel atteint d'imposantes dimensions et devient le véritable centre de la ville-usine. Cette entité cohérente fait penser au Creusot. La place Baudin est entourée de maisons d'ingénieurs et de contremaîtres, les logements ouvriers plus éloignés rejoignent ceux de la première cité de 1875.

Avec la séparation de l'église et de l'état (loi du 9 décembre 1905), les passions soulevées par le prosélytisme religieux s'apaisent quelque peu et l'enseignement à l'école des Forges est assuré par des laïcs en partie déjà en place en 1896. Mais la laïcisation de l'enseignement n'efface pas l'empreinte religieuse de l'œuvre d'assistance de Denain-Anzin. Six sœurs restent pour assurer les soins aux blessés et à domicile,

²⁹ A. Lebon, *La vie quotidienne du mineur en 1900*, ouvrage réalisé par l'A.L.E.F.P.A., 1975, 109 pages, p.31

pour diriger la pharmacie, l'ouvroir, le catéchisme et la patronage. L'usine connaissant un haut turn over dès l'avant première guerre mondiale, l'école tient une place stratégique dans la fixation de la main d'œuvre au sein du Nouveau Monde. Lors des années 1920, l'école reprend son rythme bien avant la reconstruction des usines ; dès les années 1930 et 1938, les élèves bénéficient de séjours d'été à Bon-Secours et Sobre-le-Château. En 1923, les sœurs de Saint-Vincent, avec la bienveillance des Forges, fondent à côté de l'ouvroir³⁰ une école ménagère. Ses cours s'inscrivent dans la continuité du lien entre les jeunes filles du quartier et la communauté, lien né à l'école et consolidé au patronage. Denain-Anzin a donc élargi son réseau d'influence bien au-delà du seul logement.

Plan de la Ville de Denain en 1949



De même à Trith-Saint-Léger, la cité du Poirier est irriguée par les Forges du Nord-Est de constructions collectives : l'école créée en 1890 n'est pas privée : construite par la commune sur des terrains du Nord-Est, elle entre dans le système laïc d'éducation, mais l'usine lui fournit les fournitures, les livres de prix dont la distribution se fait en présence des ingénieurs. Une salle des fêtes est érigée en 1882 au sud de la place du Poirier ; de nombreuses sociétés de loisirs chapeautées par les Forges de Trith s'y réunissent, les ouvriers y adhèrent sur la base d'affinités professionnelles. Mais, note Robert Denoyelle, *"les sociétés, qu'elles fussent sportives, artistiques ou tant soit peu*

³⁰ L'ouvroir perdue mais confié à des employés laïcs des Forges, il se consacre à la confection des vêtements de travail pour la société

*culturelles, ne subsistent qu'avec l'accord et l'aide financière de la direction*³¹. L'église du Poirier est construite quant à elle en 1902, au milieu de la cité. Le curé est payé sur le budget de bienfaisance de la société. Au kiosque à musique se produit l'harmonie des Forges. Dans ces constructions collectives, l'hôtel des Forges construit pour abriter les célibataires a joué un rôle premier, le magasin d'alimentation venant quelque peu compléter l'enfermement. Peu à peu, l'espace entre Aulnoye et Trith est couvert de nouveau corons : une partie est construite entre 1920 et 1925 avec arrêté à cette date. C'est de 1947 à 1952 qu'est implantée une nouvelle cité en limite du territoire de Valenciennes. Pour donner un aperçu de l'investissement, ce sont 72 millions de francs courants qui ont été dépensés en aménagement de logements, routes, kiosques, garages, de 1947 à 1951 exceptée l'année 1949 dont les données manquent. Toutes ces constructions sont séparées de l'usine par la route nationale et mises en retrait par des espaces verts.

*Les ouvriers du Nord-Est n'obtiennent pas systématiquement un logement : "une raison primordiale prévaut sur toute autre considération dans l'attribution ou non d'une maison : un brevet de bonne moralité. L'ordre devait régner dans la cité et c'était encore beaucoup mieux si on ne parlait pas trop de politique. Mais, jusque dans les années 1950, cette dépendance qui liait le sort de chacun la toute puissance de l'usine ne manquait pas de créer un drame dans de nombreux foyers. Le vieil ouvrier..., se voyait purement et simplement contraint de quitter sa maison pour laisser la place aux plus jeunes, aux actifs. S'il n'obtempérait pas, il était systématiquement privé de la pension de vieux travailleur attribuée par l'organisme de prévoyance de la société. A partir de 1950, l'usine accepte de partager les logements en deux pour ne plus avoir à rejeter les retraités"*³².

Le Nord-Est prend en charge l'aménagement de la voirie, de l'éclairage public, du réseau d'eau potable et même la sécurité grâce à ses gardes particuliers, souvent anciens gendarmes. L'entreprise monte une école ménagère formant les futures femmes d'ouvriers. Administrativement, la cité du Poirier, sur la rive droite de l'Escaut, dépend de la commune de Trith à laquelle elle est reliée, au-dessus du canal, par un pont dit symboliquement *de la Concorde*. En fait, mentalité et mode de vie séparent les deux communautés.

2. Les relations entre la ville-usine et la ville d'origine

Les relations sont de deux types : relais et points de pénétration entre les deux espaces, conflits plus ou moins larvés.

Les relais correspondent à des solutions d'improvisation ou d'opportunité. De nombreuses entreprises achètent des maisons dans les villes ou à proximité. Ainsi en 1908-1913, Denain-Anzin acquiert presque toutes les maisons disponibles dans les environs de l'usine à Denain et Louches. Cette politique de logement est originale dans la région et elle n'est pas sans entraîner une surenchère au détriment de l'entreprise : on rencontre en 1910-1913 des achats de maisons pour 15000 francs pièce et même plus, alors que les logements neufs construits en cité reviennent à 6500 francs.

³¹ Robert Denoyelle, *Les Feux éteints*, G. Cattiaux éditeur, 1988, 203 pages, p.41

³² *Jhidem*, p.39

De même, le domaine immobilier est agrandi dans toutes les directions : l'on trouve des achats à Abscon (50 hectares en septembre 1912 près de la marnière et des logements attenants à celle-ci), à Aniche, Aubercourt, Emerchicourt et Monchecourt. La superficie ainsi acquise sur Denain-Anzin depuis 1875 atteint le millier d'hectares. Les acquisitions de cette période sont telles que, pendant la seconde guerre mondiale, la société peut attribuer à 2058 ouvriers 3 ares de terrain à cultiver soit plus de 60 hectares dans les environs de Denain.

Les affaires sidérurgistes ne sont pas les seules à étendre leur patrimoine immobilier : les compagnies houillères achètent également des maisons aux particuliers. Lens, dès les années 1910, en possède un petit nombre en ville. Plus tardivement, un industriel du textile de l'Avesnois, Emile Boussus, acquiert en 1919 les indemnités de dommages de guerre d'une vingtaine de maisons à Wignehies tout en construisant une petite cité ouvrière. Est-ce une solution d'attente que ces maisons achetées en ville, la construction d'une cité demandant plusieurs années ? Il semble que nous ayons affaire à une politique suivie et procurant un substantiel complément d'habitations.

Les conflits plus ou moins larvés prennent l'orée du XX^e siècle un relief particulier Denain, du fait de l'antagonisme idéologique des Forges et de la municipalité ouvrière. Moment fort de cet antagonisme : celui où la municipalité dénomme Pierre Baudin la place centrale de la ville-usine. Ce nom est choisi certes en hommage au ministre des travaux publics de l'époque, membre du cabinet Waldeck-Rousseau formé en juin 1899. Waldeck-Rousseau a fait voter en 1884 la loi sur les syndicats et en 1901, celle sur les associations visant à contrôler les congrégations compromises dans une politique militante. Mais Pierre Baudin est aussi le neveu de Jean-Baptiste Baudin, député à l'assemblée législative de la seconde république, tué sur une barricade en organisant la résistance au coup d'Etat du 2 décembre 1851. Le choix du nom de Baudin peut se comprendre et s'accepter du fait que cette personnalité est représentative des travaux publics, mais le nom possède une valeur symbolique. Il est vrai qu'à cette époque, le grand patronat perd la représentation politique au niveau national de la région. Même le radicalisme y régresse dès 1902 alors que s'accroît l'audience du POF puis de la SFIO. En 1914, les trois députés de l'arrondissement sont socialistes, ils font place à trois communistes en 1936. Le sentiment anti-patronal est fort et la direction de Denain-Anzin est amenée une certaine récipiscence.

Il n'en reste pas moins que les grandes entreprises, Compagnies d'Anzin, Denain-Anzin, Forges du Nord-Est et bien d'autres, avec leur puissance économique, leur main mise sur le domaine social, forment un Etat dans l'Etat avec la puissance duquel il faut compter. Classiquement, les documents de l'époque désignent la direction de ces entreprises par le terme *d'administration* : l'on parle d'une direction privée comme l'on parle aujourd'hui d'Etat. Et les conflits sont latents dès qu'il est question pour des étrangers de traverser le domaine privé des usines ou des mines. Robert Denoyelle note que l'on accède à la cité du Poirier à Trith *"par des voies marquées de grosses bornes en fonte, dont plusieurs sont encore visibles... Chaque année, un huissier, mandé de Valenciennes, venait tendre symboliquement une chaîne entre chaque borne, afin qu'aucune contestation ne put survenir en cas de*

litige"³³. La circulation des marchands ambulants concurrençant la coopérative de consommation du Nord-Est ouverte en 1884 est soigneusement régie : *"Il fut une époque où pour avoir le droit de pratiquer le porte à porte dans les rues du Poirier, ils devaient solliciter l'aval de la direction du Nord-Est, par l'intermédiaire du chef-garde"*³⁴. Il va sans dire que le passage sur les enclaves des entreprises de manifestations syndicales ou idéologiques pose bien plus de problème. En 1909, le syndicat des mineurs organise une grande fête à Abscon prévue le 29 mars. Cette fête a pour objectif la remise du premier drapeau de section syndicale du bassin d'Anzin Emile Basly, député-maire de Lens³⁵. La fête doit durer toute la journée avec un bal et un défilé devant emprunter la rue de la République appartenant à la Compagnie d'Anzin. La direction de la houillère aurait souhaité empêcher le passage du défilé dans la Cité de la République lui appartenant. La question de la liberté de circulation est ainsi posée : le passage du public dans la rue de la République est-il autorisé et comment faire pour bloquer l'entrée du défilé ? Une longue discussion a lieu entre la direction d'Abscon-Escaudain et la direction centrale d'Anzin : un précédent va être créé et il sera difficile à l'avenir d'interdire l'entrée des rues de la compagnie pourtant ouvertes à la circulation. La réponse finale de la direction générale est la suivante : *"Il est impossible d'empêcher le cortège de passer. Si nous sanctionnons, les tribunaux seront contre nous"*³⁶. Ici le rapport de forces est favorable au syndicat, tel n'est pas toujours le cas.

Il demeure un autre mode de conflit, quant à lui plus larvé, alimenté par la croissance des entreprises et celle, concomitante, de la ville. L'implantation d'usines provoque un développement urbain qui, à son tour, limite les espaces disponibles. Denain particulièrement devient une ville ayant sa vie propre avec son port charbonnier sur l'Escaut, ses espaces d'habitat, de petits commerces, ses établissements scolaires, son théâtre. La croissance de la ville oblige l'usine sidérurgique à reporter, après 1920, une partie de ses installations sur Escaudain. Inversement, les forces internes de l'usine, l'emplacement de ses aciéries, de ses ateliers, de ses quais de débarquement oriente fortement la trame urbaine. La ville qu'André Siegfried a pu qualifier à ses débuts *d'usine de la France* est un lieu majeur de l'industrie nationale et Denain se développe en composant avec les exigences d'une grande usine. La gare d'eau venant jusqu'à la rue de Villars incarne l'extériorisation des bases de l'industrie ; de même les voies ferrées prolongent l'extérieur la structure interne de l'usine à acier. Le tissu urbain subit le poids des exploitations minières et usinières, des corons et cités. Coupée par le canal de l'Escaut, l'organisation urbaine s'est constituée de façon anarchique.

En raison des faibles déplacements de la population logée vivant avant tout dans ses quartiers, travaillant et consommant sur place, l'on pourrait penser que l'intégration ouvrière a été très forte. Mais la proportion de l'effectif logé est beaucoup plus faible dans la sidérurgie (10% à Denain-Anzin, 17% au Nord-Est) que dans les houillères (40 à 50%). A Denain, la dispersion des cités en une nébuleuse d'îlots, d'archipels entourant

³³ *Ibid.* p.41

³⁴ *Ibid.* p.41

³⁵ Cet exemple est rapporté par F. Fenaert dans sa maîtrise d'histoire contemporaine sous notre direction : *Industrialisation, croissance démographique et urbanisation : la compagnie des mines d'Anzin et le Denaisis*, université de Lille III, 1990, 142 pages, p.104

³⁶ *Ibidem*, p.105

l'usine sidérurgique a fractionné l'entreprise patronale. Les ouvriers revendiquent pour leurs salaires, soutiennent l'action de la municipalité socialiste depuis la fin du XIX^e siècle, communiste en 1935. Plus simplement, une bonne partie des ouvriers ne cherche pas à occuper les logements d'entreprises : ils demeurent des villageois, préférant les déplacements journaliers. Aux Forges et Aciéries du Nord et de l'Est, ces ouvriers transportés des campagnes sont les plus insubordonnés lors de la longue grève de février 1935. Le réseau de moralisation et d'intégration mis en place par les entreprises est loin d'avoir été pleinement efficace.

L'ensemble des actes du colloque est disponible sur le site de l'APIC

<http://www.patrimoineindustriel-apic.com/>

